



Démarche : Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Organisme : Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE)

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

Formulaire

La demande d'immatriculation peut être déposée à partir du 1er décembre 2025. Les frais d'instruction seront demandés à compter du 2 janvier 2026.

Finalité du traitement
Ce traitement enregistre les demandes d'immatriculation des intermédiaires d'assurance et permet leur instruction par la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE).
Notez bien : La fourniture des données marquées d'un astérisque est obligatoire, à défaut votre dossier ne pourra pas être traité.
Cette démarche donne lieu au règlement de frais d'instruction, non remboursables, d'un montant de 10 000 F CFP, préalablement à l'instruction de la demande.

Base légale
Le traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la DGAE, en matière économique. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des articles LP 512-1 et A 512-3 du [Code des assurances](https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=581567) applicable en Polynésie française et de son [arrêté d'application](https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=1028082).

Protection des données personnelles - Informations
Vos données personnelles, collectées via ce formulaire font l'objet d'un traitement par la DGAE.
Les données sont conservées dans l'application « Mes-Démarches » pendant 12 mois. Elles sont conservées à la DGAE pendant toute la durée de l'immatriculation puis 6 ans après sa cessation d'activité.

Les données sont à destination de la « Cellule des Activités et Professions Réglementées » de la DGAE, conformément à l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction Générale des Affaires Économiques ».

Vous disposez, après justification de votre identité, des droits d'accès, de rectification et du droit à la limitation de vos données. Sous certaines conditions, vous disposez du droit de vous opposer à leur traitement, ou d'en demander la suppression.
Vous pouvez exercer vos droits en complétant [ce formulaire](https://api.dastr.eu/v1/client/data-subject-request/page?id=1192&key=9C2yjQRSM2lGliz14l0r746ZKnGsHjLcEba2YV99Exj).
Vous pouvez également exercer vos droits par courrier postal : Déléguée à la Protection des Données, Direction du Système d'Information, BP 4574 – 98713 Papeete - TAHITI.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR

Votre catégorie

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Catégorie d'intermédiaire

- Courtier d'assurance : personne physique et société immatriculée au RCS pour l'activité de courtage d'assurance exerçant leur activité ;
- Agent général d'assurance : personne physique ou morale titulaire d'un mandat d'agent général d'assurance, soumise à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance ;
- Mandataire d'assurance : personne physique non salariée et personne morale autres que les agents généraux d'assurance, titulaires d'un mandat d'une entreprise d'assurance ;
- Mandataire d'intermédiaires d'assurance : personne physique non salariée et personne morale titulaire d'un mandat d'un des intermédiaires précités ci-dessus.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Courtier d'assurance
- Agent général d'assurance
- Mandataire d'assurance
- Mandataire d'intermédiaire d'assurance

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Extrait de moins de 3 mois, mentionnant l'activité de courtage d'assurance, établi au nom de l'intéressé si l'activité de courtage est exercée en nom propre, ou au nom de la société concernée.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Mandat d'agent général d'assurance

Document attestant l'existence et, le cas échéant, la durée du ou des mandats d'agent général d'assurance :

- extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de la personne physique ou morale si elle y est inscrite (extrait K ou Kbis de moins de 3 mois).
- ou copie de la carte nationale d'identité/passeport pour une personne physique non inscrite au RCS.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- Mandat d'assurance

Document attestant l'existence d'un ou plusieurs mandats :

- extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de la personne physique ou morale si elle y est inscrite (extrait K ou Kbis de moins de 3 mois).
- ou copie de la carte nationale d'identité/passeport pour une personne physique non inscrite au RCS.

Caractère principal ou accessoire de l'activité

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Activité à titre principal
- Activité à titre accessoire

Nature de l'activité principale

Délégation de la responsabilité de cette activité d'intermédiation

Nom et prénom de la ou des personnes au sein de la direction, auxquelles est déléguée la responsabilité de cette activité d'intermédiation.

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance L'intermédiaire d'assurance

Forme juridique

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Entreprise individuelle
- EURL
- SARL
- SA
- SAS
- SNC
- SCS
- SCA
- SE
- Société Civile
- Société Civile de participation
- Mutuelle
- Association

Raison sociale

Enseigne

Votre enseigne ou nom commercial.

Localisation

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Polynésie française
- France hors Polynésie française
- Autre

Numéro TAHITI

Numéro TAHITI

Dénomination

Forme juridique

Numéro de SIRET

Merci d'indiquer les 9 chiffres de votre numéro de SIREN, suivi des 5 chiffres de votre établissement, sous la forme 120 027 016 00563.

Vous pouvez retrouver votre numéro de SIRET sur la page SIRENE.

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Numéro d'immatriculation

Votre numéro d'immatriculation dans le pays de l'entreprise.

Numéro RCS

Numéro au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Justificatif d'immatriculation

Justificatif d'immatriculation avec traduction en français.

Votre identité

Carte d'identité ou passeport

Titre d'identité

Carte d'identité ou passeport de l'exploitant

Carte d'identité ou passeport de l'exploitant

Carte d'identité ou passeport de l'exploitant

Coordonnées

Boîte Postale

Boîte postale du siège social de l'entreprise.

Adresse postale

Code postal, commune et île du siège social de l'entreprise.

Adresse géographique

Adresse géographique du siège social de l'entreprise.

Adresse en France

Adresse du siège social de l'entreprise.

Région

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Région du siège social de l'entreprise.

Adresse (hors PF et hors France)

Adresse du siège social de l'entreprise.

Pays

Pays du siège social de l'entreprise.

Téléphone

Donnez le numéro de téléphone où vous êtes le plus facilement joignable entre 7h30 et 15h30 (exemple : 8X.77.77.77 / 40.50.97.97).

Ce numéro sera uniquement utilisé dans le cadre du traitement de ce dossier.

HONORABILITÉ

Bloc répétable

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration d'honorabilité

Le contrôle du respect de cette honorabilité est effectué par l'administration via une demande de communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Acte de Naissance | Casier judiciaire étranger

Si vous êtes né en Nouvelle Calédonie, merci de joindre un acte de naissance de moins de 3 mois.

Si vous n'êtes pas de nationalité française, merci de joindre une pièce équivalente au casier judiciaire, traduite en français, et délivrée par l'autorité compétente du Pays concerné.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration d'honorabilité

Le contrôle du respect de cette honorabilité est effectué par l'administration via une demande de communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Acte de Naissance | Casier judiciaire étranger

Si vous êtes né en Nouvelle Calédonie, merci de joindre un acte de naissance de moins de 3 mois.

Si vous n'êtes pas de nationalité française, merci de joindre une pièce équivalente au casier judiciaire, traduite en français, et délivrée par l'autorité compétente du Pays concerné.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déclaration d'honorabilité

Le contrôle du respect de cette honorabilité est effectué par l'administration via une demande de communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Acte de Naissance | Casier judiciaire étranger

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Si vous êtes né en Nouvelle Calédonie, merci de joindre un acte de naissance de moins de 3 mois.

Si vous n'êtes pas de nationalité française, merci de joindre une pièce équivalente au casier judiciaire, traduite en français, et délivrée par l'autorité compétente du Pays concerné.

CAPACITÉ PROFESSIONNELLE

Type de capacité

Si vous êtes courtier, agent général ou établissement de crédit, vous devez justifier du Niveau I - IAS.

Type de capacité

Si vous êtes mandataire d'assurance exerçant à titre principal, vous devez justifier du Niveau II - IAS.

Type de capacité

Si vous êtes mandataire d'intermédiaire d'assurance exerçant à titre principal, vous devez justifier du Niveau II - IAS.

Type de capacité

Si vous êtes mandataire d'assurance exerçant à titre complémentaire (hors garanties RC), vous devez justifier du Niveau III - IAS.

Type de capacité

Si vous êtes mandataire d'intermédiaire d'assurance exerçant à titre complémentaire (hors garanties RC), vous devez justifier du Niveau III - IAS.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Capacité professionnelle

Justificatif de formation, d'expérience professionnelle ou de diplôme exigé de tous les dirigeants figurant sur l'extrait Kbis :

- Formation : livret de stage professionnel défini à l'article A.512-11 ; Attestation de formation concernant les mandataires d'assurance et mandataires d'intermédiaires d'assurance, mentionnée à l'article A.512-12 ;

- Expérience professionnelle : attestation de fonctions/certificat de travail mentionné aux articles A.512-9, A.512-10 et A.512-12 ;

- Diplôme : diplôme, titre ou certificat de qualification professionnelle mentionnés aux articles A.512-9, A.512-10 et A.512-12.

A défaut de pouvoir fournir l'un des justificatifs précités, les intermédiaires exerçant au 31/12/2025 peuvent fournir les documents justifiant les conditions pour bénéficier des dispositions transitoires prévues à l'article 3 de l'arrêté n° 1545 CM du 18/08/2025.

COUVERTURE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Attestation d'assurance

Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle prévue à l'article A.512-14.

Ou, pour les intermédiaires visés au 2°, 3° et 4° de l'article LP 511-3, tout document attestant que l'entière responsabilité des actes de l'intermédiaires est assumée par le ou les mandants dans les conditions prévues au IV de l'article LP 511-1.

GARANTIE FINANCIÈRE

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Attestation de garantie financière

Attestation de garantie financière prévue à l'article A.512-15.

Ou, pour les intermédiaires visés au 2° et 3° de l'article LP 511-3, un mandat reçu d'une entreprise d'assurance le chargeant expressément de l'encaissement des primes ou cotisations et, éventuellement, du règlement des sinistres.

Demande d'immatriculation au Registre unique des Intermédiaires d'Assurance

Ou, le cas échéant, une déclaration de l'intermédiaire par laquelle celui-ci atteste sur l'honneur ne pas encaisser de fonds.

PAIEMENT

Je suis informé que la demande est soumise à des frais d'instruction de 10 000 F CFP, non remboursables quelle que soit la réponse apportée à la demande.

Les frais sont réglés uniquement par carte de paiement.

Vous recevrez un mail pour le lien du paiement à compter du 2 janvier 2026.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

En ligne

Je certifie l'exactitude des informations et des justificatifs fournis dans la présente demande.

Cochez la mention applicable

Oui

Non